

Visite prochaine de M. Sarkozy en Algérie : "moment fort" de la coopération bilatérale

Le ministre des Affaires étrangères, M. Mourad Médélec, a affirmé à Paris que la prochaine visite du Président de la France, M. Nicolas Sarkozy, en Algérie constituera un "moment fort" pour la consolidation des relations entre les deux pays "sur l'ensemble des volets" de la coopération bilatérale, a-t-on appris mercredi dernier, de source diplomatique.

La coopération algéro-française "s'est vue historiquement livrée à l'exercice salutaire de l'évaluation, pour mieux la nourrir et, dans certains domaines, la relancer", a déclaré M. Médélec devant l'Assemblée française.

"Les contacts au niveau le plus élevé de nos pays constituent des points culminants de cet effort", a-t-il ajouté.

Il a souligné que "la prochaine visite en Algérie de M. Sarkozy, la seconde depuis son investiture, constituera sans doute un moment fort dans le sillage de la consolidation de nos relations, sur l'ensemble des volets de la coopération bilatérale".

M. Médélec a, ensuite, présenté dans une première partie de son intervention la "situation générale de l'Algérie, avec la mise en œuvre du programme exceptionnel de réformes et de développement".

Il a expliqué "l'évolution positive de la situation dans le pays et la stabilité qui y prévaut aujourd'hui", exposant les initia-

tives prises pour la réconciliation nationale et la bonne gouvernance.

Concernant ce dernier point, il a rappelé les conclusions du rapport sur l'Algérie du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP).

Au plan économique et social, le ministre a d'abord exposé le "programme exceptionnel de développement et de soutien à la croissance et les actions engagées par l'Algérie dans le cadre de l'intégration à l'espace régional auquel elle appartient", en citant l'Accord d'association conclu avec l'Union européenne.

Il a, ensuite, rappelé les "premiers résultats enregistrés, particulièrement le retour à la croissance économique, la consolidation des grands équilibres, le recul du chômage et le désendettement extérieur".

M. Médélec a aussi développé les "grandes actions pour la consolidation des institutions et de la démocratie, la diversification de l'économie, l'amélioration du développement humain et la nouvelle politique d'aménagement du territoire" visant un développement durable.

Le ministre n'a pas manqué d'appeler à des "flux substantiels d'investissements directs vers l'Algérie de la part de (ses) grands partenaires commerciaux, dont la France".

Il a mentionné, à cet égard, les "perspectives pour une coopération renforcée" avec ce pays,



particulièrement dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie et des transports.

La "grande question" relative à la circulation des personnes a également été évoquée.

Dans la deuxième partie de sa communication, qui a porté sur le contexte international, M. Médélec a abordé les relations de coopération euro-méditerranéenne, en soulignant la "centralité du processus de Barcelone".

Il a également évoqué la situation en Afrique et les "avancées accomplies au niveau continental", en particulier en ce qui concerne les systèmes de gouvernance, ainsi que le sommet Europe-Afrique, qui se tiendra dans la capitale portugaise, Lisbonne, en décembre prochain. La situation au Moyen-Orient et les initiatives pour le règlement du conflit israélo-arabe ont "occupé une place importante dans l'intervention du ministre", a conclu la source diplomatique.

ONU-Front Polisario-Maroc M. Harston souhaite un 3e round de négociations F. Polisario - Maroc dans les prochaines semaines

Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, M. Julian Harston, a émis hier à Alger le vœu de voir un troisième round de négociations entre le Front Polisario et le Maroc se tenir dans les "prochaines semaines". "Nous attendons le troisième round des négociations qui, je l'espère, va se tenir dans les prochaines semaines", a déclaré à la presse M. Harston, peu avant une séance de travail avec le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, M. Abdelkader Messahel. Le Maroc et le Front Polisario ont tenu les 18 et 19 juin, puis les 10 et 11 août, deux rounds de négociations sur une solution politique au conflit du Sahara occidental, à Manhasset, près de New York, sous les auspices de l'ONU. Ces négociations directes entre les deux parties sont intervenues en réponse à une invitation du secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-Moon, mandaté par le Conseil de sécurité pour trouver une issue à ce conflit vieux de 32 ans. M. Harston, dont c'est la deuxième visite en Algérie depuis mai dernier, a expliqué que sa visite intervenait dans le cadre des discussions qu'il doit mener avec les pays voisins sur la question du Sahara Occidental. Il a ajouté que sa visite avait pour objectif également de discuter sur les "questions pratiques" de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). Pour M. Messahel, cette visite est "l'occasion pour les deux parties d'échanger leurs vues sur la question du Sahara Occidental". La rencontre avec M. Harston, a-t-il ajouté, est à mettre à profit pour faire le point des différents programmes onusiens dont ceux du PAM (Programme alimentaire mondial) et du HCR (Haut commissariat aux réfugiés) au profit des réfugiés sahraouis.

Violations des droits humains au Sahara occidental A Dublin, les Sahraouis exigent la levée de l'embargo sur le rapport onusien

Les graves violations des droits de l'homme dans la partie occupée du Sahara occidental et la nécessaire levée de l'embargo sur le rapport onusien sur les droits de l'homme au Sahara occidental occupé ont été les principaux thèmes soulevés par la délégation sahraouie participant à la conférence de Dublin des défenseurs des droits de l'homme, dont les travaux ont débuté jeudi. Initiée par l'organisation "Front-line", la conférence de Dublin dont l'ouverture a été présidée par le ministre irlandais des Affaires étrangères, M. Dermot Aherne, et à laquelle participe notamment le Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Mme Louise Arbour, a permis à la militante sahraouie des droits de l'homme, Mme Aminatou Haïdar de révéler aux participants de 70 pays les violations marocaines des droits de l'homme au Sahara occidental. La militante sahraouie s'est enquis auprès de Mme Arbour des motifs ayant amené le Haut commissariat onusien aux droits de l'homme à maintenir confidentiel le rapport sur le Sahara occidental élaboré par cette instance en 2006.

L'Algérie, un partenaire privilégié de l'OTAN

De notre envoyé spécial à Bruxelles, Tahar Mohamed Al Anouar



La présence de l'Algérie dans le contexte méditerranéen de relations avec l'OTAN est relevée comme essentielle. Le secrétaire général de l'Alliance, M. Scheffer, a tenu à donner une certaine priorité au partenariat avec l'Algérie en y effectuant sa première visite officielle dans un pays du dialogue au lendemain de sa désignation à la tête de l'Organisation. Pour avoir été le dernier pays à rejoindre le partenariat avec l'OTAN au sein des pays de la rive sud méditerranéenne, Alger n'en est pas moins considérée comme un partenaire de choix, un pays reconnu au sein de l'Alliance par son dynamisme, sa présence, son esprit de solidarité et sa volonté de partage.

Dans la lutte antiterroriste qui constitue une part non négligeable de la relation OTAN-pays de la rive sud Méditerranéenne, élargie aujourd'hui aux pays du Golfe, Alger a montré disponibilité, esprit d'initiative, célérité et compétence dans la prise de décisions. Le secrétaire général de l'Alliance a eu l'occasion de relever la qualité de l'intervention algérienne et n'a pas hésité à qualifier, à maintes reprises, le partenariat avec l'Algérie comme de nature stratégique.

Bien auparavant, le Président de la République en se rendant au quartier général de l'Alliance à Bruxelles, sur invitation du secrétaire général de l'Organisation, avait dit tout l'intérêt de son pays à nouer des relations durables. L'avenir devait lui donner raison. Parti du sécuritaire, ce partenariat s'étend aujourd'hui à un large spectre d'activités qui touchent à la formation,

aux consultations d'experts, à la présence de délégations algériennes aux séminaires organisés par l'Alliance, à la concrétisation de projets communs. Sur le plan du partage de l'information, la qualité de la relation a abouti à des rencontres périodiques entre des représentants algériens et ceux de l'Alliance. On ne peut oublier que la coopération sur le plan militaire est ponctuée par des manœuvres communes, notamment avec les armées des pays membres de l'Organisation transatlantique.

Alger participe aussi de façon pratique à l'opération de surveillance maritime en Méditerranée qui connaît, comme on le sait, un trafic intense contribuant à accroître les risques en matière sécuritaire. Alger est au centre de nombreuses consultations et de tenues de conférences à caractère international en liaison avec la question sécuritaire sur le plan mondial, mais aussi de réflexion sur le développement et l'élargissement du partenariat, dont notre pays en a fait le cœur même de sa politique de coopération.

Et puisque l'OTAN apparaît au rang de partenaire privilégié ou pour reprendre l'expression du secrétaire général de l'OTAN, un partenaire stratégique, il est naturel que notre pays donne la dimension qu'il faut à cette relation qui doit être empreinte d'excellence. Pour clarifier les idées, c'est encore le Chef de l'Etat qui affirmait, tout à fait au début du dialogue initié avec l'Alliance, que ces relations ne nourrissent chez les Algériens aucun complexe. Le monde change et nous changeons avec, ajoutait le Président de la République. Depuis, ce partenariat n'a cessé de se fortifier pour apparaître aujourd'hui comme une sorte de locomotive du dialogue entre l'Alliance et la rive sud Méditerranéenne élargi aux pays du Golfe. Les préoccupations algériennes en matière de stabilité de la région, de la nécessité du règlement des conflits pour assurer la sécurité de l'ensemble des pays du pourtour sont au centre des débats dans le

cadre du dialogue et de la concertation avec experts et stratèges de l'Alliance. Ceux-ci y manifestent intérêt et compréhension face au réalisme des positions algériennes et à leur souci du compromis. Il y a manifestation de volonté de part et d'autre d'aller plus au fond dans le cadre d'une relation qui n'est pas sans résultats à ce stade là. Les axes de développement apparaissent clairement, puisqu'ils investissent de nouveaux champs de coopération que l'Alliance a intégrés dans ses programmes : recherche scientifique, protection de l'environnement et développement durable, mesures de protection contre les catastrophes naturelles, intérêt renouvelé à la formation de cadres. Sur toutes ces pistes, l'Algérie a déjà marqué sa volonté de coopérer. L'Alliance en a pris acte et se déclare prête à contribuer à la bonne conduite de actions susceptibles d'être menées. C'est donc le départ pour de nouvelles activités venues épaissir des relations jugées à l'aune de leur exemplarité. Le Président de la République et le secrétaire général de l'Alliance apportent leur caution et leur garantie à un processus qui place les intérêts des uns et des autres au-dessus de toutes les contingences politiques et les éloignent de l'influence d'événements nés d'une conjoncture qui peut apparaître à certains moments difficilement maîtrisables. Dans un monde évoluant au rythme de la mondialisation et de la globalisation des échanges, le partenariat Algérie-OTAN a toutes les caractéristiques d'une relation apaisée. Il entre dans un régime global de liens tissés par l'OTAN avec une région la Méditerranée que l'Occident considère comme vitale pour l'Europe. La stabilité de la région entre ainsi dans la stratégie en matière sécuritaire mise en place par les grandes puissances représentées d'ailleurs très largement au sein de l'Alliance. Cette dernière s'est donc pour vocation d'établir des politiques de défense qui étendent leurs objectifs

au-delà des frontières historiques, celles définies dans l'acte fondateur de l'Alliance et comprise dans la zone euro-atlantique. La fin de la guerre froide, les bouleversements nés de l'effondrement du communisme, l'apparition du phénomène du terrorisme sur le plan international ont fait évoluer les missions de l'OTAN et contribuer à l'extension de ses domaines d'intervention, là où le risque sécuritaire est manifeste, notent les responsables de l'Alliance.

Cela a donné lieu, depuis près de deux décennies, à une politique de modernisation des structures de l'Alliance qui se poursuit encore à une conception nouvelle de son armement et de ses moyens de défense, à de nouvelles stratégies de défense, à leur adaptation à la lutte anti-terroriste dont les stratèges de l'OTAN font de celle-ci une priorité.

De là, découlent de nouvelles relations partenariales et d'intégration, celles concernant des pays dont la coopération est essentielle pour le maintien de la paix comme la Russie, ou les pays du Bassin méditerranéen élargis à ceux du Golfe, une politique d'intégration entamée depuis le sommet de l'Alliance à Prague, des pays de l'ancien bloc soviétique et du Pacte de Varsovie.

La conception des équipes d'intervention dans des régions éloignées, Afghanistan, notamment, fait que celles-ci sont plus légères, directement opérationnelles, plus souples aussi. L'objectif est d'adopter les moyens à la nature du risque généré par le phénomène terroriste à échelle planétaire. Les stratèges de l'OTAN veulent convaincre de la justesse de la voie choisie qui s'adapte le mieux, disent-ils, aux risques multiples sur le plan sécuritaire dans le monde et conforme un processus continu de transformation. Les débats ne manquent pas au sein même de l'Alliance et en dehors, au niveau de ses partenaires notamment sur la pertinence des choix ainsi décidés, de leur validité et de leur efficacité, de l'adhésion des popula-

tions et des pays auxquels on les destine. Ce débat est permanent. Il engage les états-majors militaires et politiques de l'OTAN, les gouvernements des pays membres. Il déploie des discussions et des échanges au niveau des partenaires de l'Organisation. Il y a un accent particulier mis sur la relation euro-atlantique qui continue à présenter des divergences importantes dans ses fondements, comme dans sa destinée et sa finalité. Pour les stratèges de l'OTAN, l'environnement stratégique complexe d'aujourd'hui exige une approche globale de la sécurité qui comprend des éléments politiques, économiques et militaires. Une telle approche a été mise en relief avec l'arrivée de M. Jaap Hopp Scheffer à la tête de l'OTAN.

L'Alliance constitue pour le secrétaire général de celle-ci un cadre politico-militaire pour la gestion des défis qui se posent en matière de sécurité. Ce cadre est mu aux yeux de la hiérarchie de l'Organisation transatlantique par une volonté politique de fidélité aux principes et aux valeurs d'un monde moderne de compréhension mutuelle, condamnant la violence. Un tel engagement reçoit forcément l'adhésion de l'Algérie qui a toujours milité du reste pour la consécration de tels principes. Chacun a conscience pour que telles préoccupations prennent corps, qu'elles mobilisent la fraction la plus large des pays de la planète. Certains chiffres émanant d'instituts spécialisés font craindre que la lutte ne soit encore longue à mener. En hausse de 37% sur les dix dernières années, les dépenses militaires retrouvent leur niveau de la guerre froide. Selon les mêmes milieux spécialisés, 1.118 milliards de dollars ont été déboursés en 2005, dont 707 proviennent des pays membres du G-8. Par comparaison, l'aide globale au développement n'a mobilisé pour la même période que 106,8 milliards de dollars, concluent les spécialistes et experts d'instituts internationaux.

T. M. A.